
Le 27-06-2018

[Télécharger ou imprimer au format PDF](#)

par Annik Plançon, membre du Conseil national du Pardem

le 25 juin 2018



L'UE et le FMI ont-ils soutenu la Grèce ? Absolument pas.

Dans un premier temps ils ont soutenu les banques grecques, allemandes, françaises, italiennes qui avaient prêté à l'Etat Grec en considération des taux d'intérêt élevés qu'il offrait en contrepartie d'un risque important sur le remboursement. Ce risque avéré, La BCE et les banques centrales européennes ont limité les pertes des banques privées en leur rachetant à un prix légèrement soldé les créances qu'elles détenaient (maximum 30% de rabais, alors que sur le marché, elles ne valaient pratiquement plus rien). Pire en 2012, seuls les fonds de retraite grecs et les banques Chypriotes ont du abandonné une partie de leurs créances !

Dans un deuxième temps, le MES (Mécanisme Européen de stabilité), organisme européen particulièrement opaque, a prêté à la Grèce afin que celle-ci paie aux banques centrales européennes, au FMI et à quelques fonds « Vautours » les remboursements et les intérêts d'une dette de ce fait augmentée.

Compte tenu d'un prix de rachat, au pire à 70 % du montant de la dette, d'un remboursement de celle-ci et d'intérêts élevés calculés toujours sur 100%, le système des banques centrales européennes enregistrent quelques 13 milliards de profits.

A chacune des dernières étapes « du plan d'aide », il a été question de rétrocéder à la Grèce ce super profit. Dans la nuit de ce 21 juin, préparant la fin des aides au mois d'Aout, il n'est toujours pas question de cette rétrocession.

L'UE n'a consenti qu'un report de 2022 à 2032 de la période de remboursement et de paiement des intérêts des 96 MADS de prêts consentis par le MES, soit environ 40% de la dette totale de l'État Grec.

Une enveloppe de 15 Milliards pourra être versée au cas où les marchés financiers seraient trop gourmands en taux d'intérêt pour financer les remboursements des quelques 200 Mds de prêts non aménagés et détenus par le FMI et le système des banques centrales de l'Euro .

C'est tout ! Pas de diminution des montants dus ni des intérêts, pas de rétrocessions des plus-values réalisées !!!

Malgré les annonces, la Grèce ne « referme pas une douloureuse parenthèse » et ne retrouvera nullement des semblants d'autonomies budgétaire et fiscale.

D'ici à 2022, le pays devra se soumettre à un audit de ses comptes publics quatre fois l'an par la Commission et le MES, et risquera de voir l'accord du 21 Juin suspendu en cas de remise en cause des réformes agréées durant les plans d'aide, en particulier en cas de remise en cause des coupures drastiques exigées par l'UE sur les retraites.

La Grèce devra dégager un surplus budgétaire avant paiement des dettes de 3,5 % de son PIB jusqu'en 2022, puis d'environ 2,2 % en moyenne pendant encore... trente-sept ans !

Les privatisations vont se poursuivre : la quasi totalité des infrastructures de la Grèce ont été vendues. Les 15 meilleurs aéroports du pays ont été cédés à une société allemande, le port du Pirée a été vendu aux Chinois et maintenant c'est celui de Thessalonique qui est disputé entre les Chinois et d'autres. L'équivalent de la SNCF grecque a elle aussi été vendue à l'Italie et on assiste en ce moment à la vente à la découpe de DEI, l'EDF grec.

Sur la période de 8 années des « plans d'aide », la Grèce a perdu ¼ de son PIB, certains retraités ont vu leurs pensions divisées par 2 et ce n'est pas fini, de nouvelles coupes sont prévues sur 2019. Le taux de chômage dépasse 20% de la population active et atteint 43 % chez les jeunes. Un tiers des grecs vivent sous le seuil de pauvreté !!!

Comment peut-on penser encore que l'UE peut être transformée en Europe Sociale ?

- [Se connecter](#) ou [s'inscrire](#) pour poster un commentaire